Médiévales

Langues, Textes, Histoire

68 | printemps 2015

Langues d'Angleterre

Bruno DUMÉZIL, *Servir l'État barbare dans la Gaule franque. Du fonctionnariat antique à la noblesse médiévale (IV^e-IX^e siècle)*

Paris, Tallandier, 2013, 512 p.

Martin Gravel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/medievales/7514>

DOI : 10.4000/medievales.7514

ISSN : 1777-5892

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2015

Pagination : 191-194

ISBN : 978-2-84292-430-0

ISSN : 0751-2708

Référence électronique

Martin Gravel, « Bruno DUMÉZIL, *Servir l'État barbare dans la Gaule franque. Du fonctionnariat antique à la noblesse médiévale (IV^e-IX^e siècle)* », *Médiévales* [En ligne], 68 | printemps 2015, mis en ligne le 09 juillet 2015, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/medievales/7514> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/medievales.7514>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Bruno DUMÉZIL, *Servir l'État barbare dans la Gaule franque. Du fonctionnariat antique à la noblesse médiévale (IV^e-IX^e siècle)*

Paris, Tallandier, 2013, 512 p.

Martin Gravel

RÉFÉRENCE

Bruno DUMÉZIL, *Servir l'État barbare dans la Gaule franque. Du fonctionnariat antique à la noblesse médiévale (IV^e-IX^e siècle)*, Paris, Tallandier, 2013, 512 p.

- 1 Ce livre est issu du dossier d'habilitation à diriger des recherches de l'auteur, dont la soutenance a eu lieu à Nanterre en décembre 2011. Ce dernier y retrace les transformations successives d'une fonction publique créée sous le Bas-Empire et réinventée deux fois en Gaule avant de disparaître à la fin du IX^e siècle. C'est un travail osé, dans la mesure où la question de la survivance des institutions de l'État romain au Moyen Âge fait polémique et que les historiens qui l'ont défendue avec le plus d'acharnement ont été largement réfutés. Il ne s'agit pas ici du vieux débat entre les défenseurs de la continuité, les « romanistes » et ceux de la rupture, les « germanistes ». Les armées qui prennent le pouvoir aux V^e-VI^e siècles apparaissent aussi romaines que barbares et la structure de leurs royaumes est d'abord l'État romain. B. Dumézil se positionne dans l'axe de cette lecture en prenant comme *leitmotiv* le personnage de Stilicon (m. 408), guerrier vandale dont la carrière au service de Rome l'a mené au sommet de la hiérarchie militaire. Ainsi, d'entrée de jeu, B. Dumézil se place en décalage par rapport aux thèses romanistes les plus radicales (celles de Jean Durliat, d'Élisabeth Magnou-Nortier et, dans une moindre mesure, de Karl-Ferdinand Werner). Il reste qu'en s'interrogeant sur la survie des organes de l'État romain au

Moyen Âge, en pistant sur cinq siècles ceux qu'il considère comme les successeurs de ses officiers civils, il contribue aussi à les appuyer. Ce parcours ambivalent présente quantité de chausse-trappes que l'auteur ne parvient pas toujours à éviter.

- 2 Le piège le plus insidieux est celui que posent les mots et les concepts. En toute logique, B. Dumézil s'y attaque en introduction, pour y revenir en conclusion. Qu'est-ce que l'État en Occident après l'Empire romain ? Ceux qui y participent forment-ils un corps, une « fonction publique » ? Il répond par l'affirmative, mais tente de nuancer. Depuis une génération, les historiens conçoivent les états du haut Moyen Âge comme des réseaux de relations plutôt que des emboîtements institutionnels. B. Dumézil cherche le point d'équilibre entre cette forme d'anthropologie historique et l'histoire juridico-constitutionnelle qui a longtemps dominé ce champ d'études. Sa caractérisation de la fonction publique est à l'avenant, comme en témoignent deux de ses interventions : « la condition d'agent de l'État ne se résume pas à la détention d'un poste institutionnel ; elle constitue avant tout un mode d'affirmation de l'individu » (p. 11) ; « Selon le critère que l'on prend comme référence, le destin de la *militia* [c'est-à-dire du corps des fonctionnaires] obéit alors à des rythmes différents » (p. 400). Mais cela revient à dire que cet objet historique change de contour selon l'angle adopté (p. 15-17). En fin de compte, pour sortir de ce flou, B. Dumézil structure son approche de la fonction publique sur un cadre institutionnel, en étudiant d'abord la nomination, la rémunération et la fonction des officiers de l'État. À partir de là, il consacre un chapitre à chacun des six âges de vie de la fonction publique, de sa naissance tardo-antique à sa disparition féodale.
- 3 Dans ce parcours chronologique, les premiers résultats se tiennent. Cela n'a rien d'étonnant, puisque la fonction publique du Bas-Empire sert ici de point de départ et de référence. Avec Dioclétien, le gouvernement impérial s'est recentré sur un corps d'officiers aux titres et aux attributions précises, nommés, équipés et dédommages par l'État (chap. 1). La seule réserve qu'il faille évoquer tient à une lecture extensive, mais assez peu critique du Code théodosien. Certes, il n'était guère possible de le traiter en largeur et en profondeur dans le cadre d'un ouvrage destiné à remonter un demi-millénaire. Néanmoins, il est parfois difficile de suivre certaines déductions sur les pratiques, alors que l'application des articles compilés dans ce code a dû être très différenciée – ce que reconnaît l'auteur (p. 37). Il en est ainsi pour ce qui concerne le traitement des fonctionnaires (p. 47-50).
- 4 L'édifice du fonctionnariat chancelle lorsque le pouvoir impérial disparaît en Occident (chap. 2). Il en découle que l'appareil d'État mis sur pied par les Mérovingiens au VI^e siècle ne correspond pas tout à fait au modèle tardo-antique (chap. 3). Le fonctionnariat persiste néanmoins, dans la mesure où les rois contrôlent les nominations et les rémunérations, bien que celles-ci passent du salariat à la distribution de bénéfices. C'est la première réinvention de la fonction publique, mise à mal par l'affaiblissement de la royauté et la régionalisation du pouvoir politique au VII^e siècle (chap. 4). Dans le courant d'un long VIII^e siècle, la nouvelle dynastie carolingienne relance une deuxième fois l'institution, mais B. Dumézil constate qu'il y a davantage réanimation du discours que réanimation de la pratique du service public (chap. 5). Il s'agit pour lui d'une « fausse renaissance », bien différente de celle impulsée par les premiers Mérovingiens. En Francie occidentale, après Charles le Chauve (m. 877), les régionalismes et l'hérédité des offices viennent à bout de la prétention des souverains à

contrôler la nomination de ses délégués : c'est la fin de la fonction publique d'inspiration romaine (chap. 6).

- 5 Il semblera paradoxal d'affirmer que le parcours d'ensemble parvient à convaincre, hormis l'utilisation systématique du concept de fonction publique et de ses dérivés. Il est difficile d'admettre que l'on puisse parler de fonctionnaires à partir du VII^e siècle, alors que les nominations qui apparaissent dans les sources ne concernent la plupart du temps que les plus hauts offices et qu'elles favorisent des hommes déjà puissants, dont l'activité et le rayon d'action ne semblent pas affectés par la délégation dont ils font l'objet. Peut-on présenter le duc de Bavière comme un fonctionnaire ? Et Nominoé, ce Breton dont Louis le Pieux a fait son *missus* ? Ni eux, ni leurs subalternes n'étaient payés, au sens propre du terme, ni équipés, ni contrôlés par le souverain.
- 6 Ce critère du contrôle est plus important que ce livre ne le laisse paraître. Certes, B. Dumézil se penche sur la capacité à relocaliser, voire à révoquer, comme indice de l'existence d'une fonction publique. Mais il aurait pu insister davantage sur le fait qu'au-delà d'une certaine distance, les souverains ne sont pas capables de suivre l'action de leurs délégués, ni même de les choisir. Pour ce faire, il leur aurait fallu des archives et des bureaux plus importants que ceux que les gouvernements des VII^e-IX^e siècles ont connus. Pour appliquer la terminologie de Marshall Sahlins, dans l'espace franc, un *big man* ne devient pas fonctionnaire au sens des critères institutionnels parce que le roi lui donne, de loin, un titre et un bénéfice. Ces nuances n'échappent pas à B. Dumézil, tant s'en faut, mais elles ne jouent pas suffisamment sur l'orientation générale de son ouvrage.
- 7 Couvrir un demi-millénaire impose forcément de s'appuyer, parfois lourdement, sur les travaux antérieurs. Ainsi, pour le IV^e et les VIII^e-IX^e siècles, B. Dumézil fait confiance à ses prédécesseurs. Dans le premier cas, le résultat permet d'apprécier les convergences de publications importantes (Arnold Hugh Martin Jones, Roland Delmaire, Jean-Michel Carrié, André Chastagnol, etc.). Dans le deuxième, quelques mauvais appuis fragilisent l'ensemble. Ainsi, la proposition de Timothy Reuter sur les causes des difficultés de Louis le Pieux et du partage de l'Empire n'est qu'une hypothèse, souvent citée, mais sans démonstration suffisante¹. En l'associant à d'autres hypothèses, notamment celles de la pression démographique chez les élites aristocratiques et de la pénurie des honneurs et des bénéfices, B. Dumézil arrive à une idée logiquement satisfaisante – l'Empire manquait de ressources pour fidéliser ses « fonctionnaires » (p. 316 sq.) –, mais peu fondée dans les sources. Dans l'ensemble, B. Dumézil présente le règne de Louis le Pieux comme celui de la dilapidation du pouvoir impérial par l'empereur lui-même (p. 329 sq.), une lecture difficile à suivre aujourd'hui.
- 8 En fait, le cheminement historique suivi par B. Dumézil est tellement vaste, il propose tant de remarques et d'hypothèses concomitantes, qu'il est difficile de l'apprécier en bloc. Les passages qui causent le doute – « [...] en 741, Charles Martel apparut bien installé dans sa stature régaliennne et il put procéder à un partage paisible de son autorité territoriale [...] » (p. 269) – alternent avec ceux qui stimulent la réflexion – « La nouveauté était que le souverain ne cherchait plus à disposer d'un autre pouvoir que celui que procurait l'engagement personnel » (p. 351). Ce livre serait-il trop ambitieux ? Il y a matière à le penser. Néanmoins, quelles que soient leurs limites, de tels efforts participant à la fois de la thèse et de la synthèse peuvent jouer un rôle important dans l'avancement d'une historiographie qui, par ailleurs, tend plutôt vers la spécialisation outrancière. Avec ce but en tête, il aurait peut-être été plus efficace de délaissier un

terme aussi chargé que celui de « fonction publique » pour utiliser celui, plus polyvalent, de « délégation ». Son véritable sujet pourrait être l'évolution des rapports entre le pouvoir souverain et ses représentants, quels que soient leurs titres. Pensons aux évêques, qui prendraient alors la place qui leur revient, ici trop réduite. En somme, cet ouvrage honnête d'un artisan habile souffre de s'être appuyé sur un mauvais pied conceptuel et, pour cette raison, il ne répond pas aux questions qu'il soulève, pour les VIII^e-IX^e siècles du moins.

NOTES

1. Présentée comme hypothèse du *passage à la défensive* de l'Empire carolingien : M. GRAVEL, « De la crise du règne de Louis le Pieux. Essai d'historiographie », *Revue historique*, 313/2 (2011), p. 361 sq.

AUTEURS

MARTIN GRAVEL

Université Paris 8